

pas abusif), le gouvernement d'union. Depuis que je fais partie de cette Chambre, j'ai appris à connaître l'habileté de l'honorable sénateur qui a parlé hier. J'ai une haute opinion de ses qualités intellectuelles et je l'ai toujours considéré comme un homme aimable. J'en suis donc arrivé à la conclusion qu'hier mon honorable ami n'était pas dans son état normal. L'homme est trop grand dans mon jugement pour s'abaisser aux critiques qu'il a faites hier et comme docteur j'ai diagnostiqué son mal. Je regrette que l'honorable sénateur ne soit pas ici. Il souffrait d'un dérangement de bile et d'une maladie du foie. Toutefois, je prédis qu'il se rétablira rapidement et je n'ai aucun doute que mon honorable ami est aujourd'hui revenu à son état normal tant au point de vue physique qu'au point de vue mental.

J'ai dit qu'il semblait y avoir un parti pris de maltraiter le gouvernement d'union et de critiquer d'une manière hostile le travail qu'il a fait et de critiquer particulièrement son chef, sir Robert Borden. Je ne suis pas chargé de défendre sir Robert Borden, et il n'a pas besoin de moi pour le défendre, j'espère donc que mes remarques seront considérées comme venant de moi-même. J'ai suivi avec soin le travail de sir Robert Borden et j'ai étudié minutieusement ses actes publics depuis le début de la guerre, et je ne vois pas qu'il ait commis d'erreur dans la conduite de la guerre. D'après le genre de critique que j'ai entendue dans l'autre Chambre et celle faite en cette Chambre hier, il me semble que les membres de l'opposition à la Chambre des communes et les membres de l'opposition (si l'on peut employer ce terme) dans cette Chambre, semblent oublier que nous avons soutenu la guerre pendant quatre ou cinq ans. Ils parlent de notre immense dette et de nos ministres qui sont absents du parlement et actuellement en Europe, mais je rappellerai à ces honorables messieurs qu'il y a eu une guerre, une guerre très rude et que si notre dette a augmenté, et s'il y a du malaise en ce pays aujourd'hui, tout cela est dû en grande partie aux événements qui ont eu lieu dans le monde entier et plus particulièrement dans les pays d'Europe directement engagés dans la guerre depuis quatre ou cinq ans. Le malaise qui, sans aucun doute, existe, n'est pas limité au Canada. Je ne crois pas me tromper en disant que le malaise est général par tout le monde; mais je bornerai mes remarques à ce qui concerne notre pays. Il y a un malaise parmi les soldats. Comment en serait-il autrement, honorables mes-

L'hon. M. SCHAFFNER.

sieurs? Cinq cent mille jeunes gens de ce pays traversèrent les mers pour nous conserver notre liberté—de fait, je puis dire, pour nous conserver nous-mêmes. Il y a dans cette Chambre des hommes qui ont souffert la perte de leurs fils. Si nous réfléchissons un instant aux épreuves auxquelles nos soldats ont été soumis durant la guerre, non seulement dans les tranchées mais ailleurs, est-il surprenant qu'il y ait actuellement un malaise parmi les soldats? A mon avis, il ne pouvait en être autrement; ce qui m'étonne, ce n'est pas le malaise qui existe, mais le fait qu'il n'y en a pas encore beaucoup plus. Et quelle est la position de ceux qui sont restés au pays? L'on peut dire en toute vérité qu'il n'y a peut-être pas un homme dans tout ce grand pays du Canada qui n'ait eu à souffrir des conditions résultant de la guerre. Ceux qui n'avaient pas de mari ou de fils sur les champs de bataille avaient certainement des amis dont les parents étaient partis pour la guerre. Dans ma propre ville nous avons eu des cas bien tristes. Je citerai, entre autre, celui d'une mère qui envoya ses trois fils à la guerre et eut la douleur d'apprendre que tous trois reposaient de leur dernier sommeil dans la terre de Flandre. Je dis ceci dans le but de vous montrer que si non seulement les soldats rapatriés, mais encore beaucoup d'autres gens, sont affectés par la guerre, nous ne devrions pas nous attendre à ce que les conditions actuelles soient normales. Mon honorable ami (l'honorable M. Dandurand) nous a dit hier que Québec voterait contre le gouvernement d'union. C'était sûrement une nouvelle tout à fait inattendue pour nous.

L'on a beaucoup parlé de l'argent que nous avons dépensé et du montant que nous avons emprunté. L'on a rappelé que la dette publique avait augmenté de \$350,000,000 à \$2,000,000,000. Rien d'étrange en cela. Quelqu'un pense-t-il que la guerre puisse être soutenue pendant un temps quelconque sans qu'il y ait augmentation de la dette publique? Il y a eu des plaintes ici et là dans l'autre Chambre au sujet du montant énorme d'argent qui a été prélevé au Canada. A maintes reprises il a été dit que le gouvernement avait perdu la confiance du public. S'il en est ainsi, il est fort surprenant qu'il ait pu obtenir de ce même public une aussi formidable somme.

Mon honorable ami d'Halifax (l'honorable M. Roche) demandait hier ce que nous avions obtenu pour l'argent dépensé. Il disait:

Nous avons dépensé 2,000,000,000; nous avons donné les services de cinq cent mille hommes